

Bolsonaro menace l'Amazonie et ses habitants

Publié le 08/10/2018, à 14h35

By Fabiano Maisonnave in Manaus

Le favori des élections présidentielle abolirait le Ministère brésilien de l'Environnement, exposant ainsi la plus grande forêt tropicale du monde et ses propriétaires autochtones à des gangs criminels de bûcherons et de mineurs

Plus d'accord de Paris. Plus de ministère de l'environnement. Une route pavée traversant l'Amazone.

Non seulement les Territoires autochtones seront ouverts à l'exploitation minière. Application assouplie de la législation environnementale et délivrance de permis. Les ONG internationales, telles que Greenpeace et le WWF, ont été bannies du pays. Une alliance solide avec le lobby du boeuf.

En résumé, c'est ce que Jair Bolsonaro, qui se dirige vers la présidence du Brésil après avoir remporté une quasi-majorité lors du premier tour de scrutin dimanche, a promis de préserver l'environnement.

Passionné de torture et de la dictature militaire de 1964-1985, ce capitaine de l'armée à la retraite est réputé pour ses discours racistes, homophobes, autoritaires et misogynes. Mais ses vues sur la façon de gérer la plus grande forêt tropicale humide de la planète sont tout aussi sombres et épouvantables.

Bolsonaro a galvanisé les électeurs des centres urbains désabusés par les scandales de corruption de l'establishment politique et attirés par ses positions de «criminels» face à la montée du taux de criminalité. Il a reçu 46% des votes dimanche et fait face à une confrontation le 28 octobre avec Fernando Haddad du Parti des travailleurs, qui a recueilli 29% des suffrages.

En Amazonie, des bûcherons, des mineurs, des accapareurs de terres ainsi que de grands propriétaires terriens se sont ralliés à sa bannière. Ici, ils ne s'attendent pas à ce que Bolsonaro applique la loi. Au contraire, il espère qu'il remplira sa promesse d'éradiquer presque toute la législation environnementale et pro-autochtone. Il a obtenu un soutien massif dans les États ruraux du centre-ouest et dans tous les États amazoniens sauf un.

En août, Bolsonaro **s'est** engagé à rejoindre les États-Unis chez Trump et à retirer le Brésil de l'Accord de Paris. Cela signifie que le pays ne serait plus engagé à réduire ses émissions résultant de la déforestation de l'Amazonie, qui est ici une source de gaz à effet de serre plus importante que la combustion de combustibles fossiles.

Bolsonaro accepte que le climat change dangereusement. CHN l'a interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse en avril. Selon lui, la solution consistait à contrôler la croissance de la population humaine dans le monde.

"Cette croissance démographique explosive conduit à la déforestation", a-t-il déclaré. « Parce que vous ne cultiverez pas de soja sur la terrasse de votre bâtiment ni ne élèverez de

bétail dans la cour. Nous devons donc avoir une politique de planification familiale. Ensuite, vous commencez à réduire la pression sur les problèmes qui conduisent, à mon avis, au réchauffement de la planète, ce qui pourrait être la fin de l'espèce humaine. »

Il a cependant salué la politique du président Trump sur l'accord de Paris et a laissé entendre que cela faisait partie d'un complot de l'ONU visant à dépouiller la souveraineté du Brésil sur l'Amazonie.

«Félicitations à Trump. Si cela avait été bénéfique pour eux, les États-Unis ne l'auraient pas dénoncé », a-t-il déclaré, ajoutant qu' « un concept de " corridor écologique de 136 millions d'hectares "qui serait" sous le contrôle du monde, pas le nôtre "avait" été discuté ". "Je ne sais pas à quel point », a-t-il ajouté.

Le ministre brésilien de l'Environnement, Edson Duarte, a déclaré: «Au lieu de diffuser le message selon lequel il luttera contre la déforestation et le crime organisé, il s'attaque au ministère de l'Environnement, Ibama, et à ICMBio [les agences fédérales de l'environnement du Brésil]. C'est la même chose que de dire qu'il va retirer la police de la rue. »

S'adressant au journal O Estado de S.Paulo, Duarte a déclaré: «L'augmentation de la déforestation sera immédiate. J'ai peur d'une ruée vers l'or pour voir qui arrive en premier. Ils sauront que s'ils occupent illégalement, les autorités seront complaisantes et accorderont la concordance. Ils seront certains que personne ne les dérangera ».

Terres indigènes

Les politiques environnementales de Bolsonaro sont liées à des attitudes racistes à l'égard des minorités et des peuples autochtones du Brésil.

Dans un discours prononcé l'année dernière, il a déclaré: «*Les minorités doivent se plier à la majorité... Les minorités [devraient] s'adapter ou tout simplement disparaître*».

Exprimant un point de vue commun aux milieux militaires, il a affirmé, sans aucune preuve, que les droits fonciers des autochtones faisaient partie d'un complot occidental visant à créer des États séparatistes de l'Amazonie appuyés par l'ONU.

«Tôt ou tard, nous aurons des dizaines de pays à l'intérieur [du Brésil]. Nous n'interférerons pas dans ces pays, le premier monde exploitera les Indiens et il ne restera plus rien pour nous », at-il déclaré l'année dernière.

Bolsonaro a promis d'ouvrir les terres autochtones à l'exploitation minière et à d'autres activités économiques. Environ 13% du territoire brésilien sont des terres autochtones reconnues, la plupart en Amazonie. Ils constituent un obstacle majeur à la protection de la forêt. Seulement 2% de la déforestation de la forêt pluviale s'est produite sur le territoire autochtone.

"Les Tropas sont morts"

La loi protège les droits des autochtones. L'article 231 de la Constitution de 1988 stipule que les peuples autochtones ont «*des droits originaux sur les terres qu'ils occupent*

traditionnellement», bien que ces terres appartiennent à l'État et qu'ils ne détiennent aucun droit de propriété sur les minéraux.

Mais on se demande si Bolsonaro respectera ces lois. Plusieurs analystes ont prévenu que le Brésil pourrait glisser vers un régime autoritaire. Ces craintes ont augmenté au cours des dernières semaines. Son vice-président, général Antônio Mourão, a plaidé pour une nouvelle Constitution sans participation populaire et a évoqué la possibilité que Bolsonaro puisse proclamer un coup d'État.

Tant Bolsonaro que Mourão ont défendu les excès de la dictature militaire brésilienne, qui a déplacé et tué (intentionnellement ou par le biais de maladies) des milliers d'Indiens en Amazonie, dans le cadre d'un effort de construction de routes et de barrages hydroélectriques dans la forêt. Les forces armées n'ont jamais reconnu d'actes répréhensibles.

« S'il gagne, il institutionnalisera le génocide », a déclaré Dinamam Tuxá, coordinateur national de l'Association des peuples autochtones du Brésil, lors d'un entretien téléphonique avec Climate Home News. *« Il a déjà déclaré que le gouvernement fédéral ne défendrait plus les droits des peuples autochtones, tels que l'accès à la terre. Nous avons très peur. Je crains pour ma propre vie. En tant que dirigeant national, je suis persuadé que le gouvernement fédéral sanctionnera le défenseur des droits des peuples autochtones. »*

Ministère de l'environnement supprimé

Pendant la campagne, Bolsonaro a promis de supprimer le Ministère de l'Environnement et de transférer ses fonctions au Ministère de l'Agriculture.

Le portefeuille de l'agriculture sera remis aux politiciens du «caucus de la viande bovine», un groupe de législateurs conservateurs qui contrôlent environ un tiers du Congrès et qui se sont opposés à la démarcation des terres des autochtones et ont plaidé pour la réduction des Unités de conservation, notamment pour développer l'agriculture.

Dans plusieurs discours, il a déclaré qu'il allait mettre fin à la "bonne industrie" dirigée par Ibama et ICMBio, afin de contrôler l'exploitation minière illégale, la déforestation et l'exploitation forestière. Dimanche, il a profité de sa première déclaration post-électorale pour promettre de stériliser Ibama.

C'est personnel pour Bolsonaro.

En 2012, il a été surpris en train de pêcher illégalement dans une réserve fédérale au large de Rio de Janeiro et s'est vu infliger une amende de 2 700 dollars. Depuis lors, en tant que membre de la chambre des députés du Brésil, il a pris pour cible l'Ibama, allant même jusqu'à présenter un projet de loi interdisant à ses agents de porter des armes, même s'ils opèrent dans certaines des régions les plus dangereuses du pays.

Ibama sera privé de ses pouvoirs en matière de licences environnementales, a-t-il déclaré pendant la campagne. Celles-ci seront redistribuées à d'autres agences officielles. Cela signifie, par exemple, que l'agence fédérale ne sera plus en mesure de contenir des projets controversés tels que :

- la réouverture du BR-319 désaffecté, une autoroute de 890 km qui coupe l'une des régions les plus préservées de l'Amazonie, et

- São Luiz do Tapajós. , une centrale hydroélectrique géante devrait être construite dans une zone habitée par le groupe autochtone Munduruku et les habitants de la rivière.

Le BR-319, qui relie Manaus à Porto Velho, est particulièrement gênant, car il autorisera des routes secondaires. Selon une étude de l'ONG Idesam, une région aussi vaste que l'Allemagne et la Belgique réunies est sous son influence et deviendra plus vulnérable aux accapareurs de terres et à la déforestation. Les récentes tentatives de le paver ont été interdites par Ibama.

"Il nomme Ibama et ICMBio comme son principal ennemi public et a plusieurs fois indiqué qu'il renverserait les lois sur l'environnement et les lois sociales", a déclaré André Guimarães, directeur de l'Institut de recherche environnementale Amazon. «Cependant, une chose est ce qu'il dit pendant la campagne électorale. Une autre chose est ce qu'il sera capable de faire s'il prend ses fonctions. "

Guimarães a déclaré que le caucus de la viande de bœuf avait récemment tenté d'assouplir la législation sur l'environnement et le travail forcé, mais avait échoué dans la plupart des cas en raison d'une forte opposition.

"Il va essayer et il est obstiné, mais il appartient à la société civile de réagir contre cela. Ce sera un scénario avec des conflits intenses et quasi permanents », a-t-il déclaré. "Nous devons être indignés."

Source

<http://www.climatechangenews.com/2018/10/08/bolsonaro-made-grim-threats-amazon-people/>